Santé publique en Afrique australe : Le FAD investit 9,57 millions de dollars pour renforcer la résilience sanitaire

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 06 MARS 2026

1894

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Croissance, inflation, crédits

La BCEAO trace le bilan 2025 et prépare l'avenir



Promotion du droit OHADA au Mali : Le CNPM et l'AJPDOM renforcent leur collaboration



Chambre de commerce du Mali : Oumar Diallo élu président de la délégation régionale de Bamako



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre du **Dialogue Social**, le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), M. Idrissa Bakary DIARRA, informe le personnel que ses portes sont grandement ouvertes. Il est pleinement disponible pour recueillir toutes les préoccupations, dans le **strict respect des textes réglementaires en vigueur.**

Depuis son investiture, M. DIARRA s'est solennellement engagé à recevoir les responsables des différentes structures de l'INPS, ainsi que les représentants syndicaux, afin de favoriser un échange constructif et transparent. Pour preuve, les représentants des admis au test de recrutement interne des contrôleurs Employeurs, des gestionnaires de comptes employeurs et des enquêteurs ont été reçus en audience le mercredi 11 février 2026.

La réflexion est en cours aux fins d'identifier les réponses appropriées à envisager relativement aux points soulevés.

Il a toutefois été surpris par la publication d'une pétition en ligne émanant d'une partie du personnel, réclamant un avantage conformément aux dispositions légales et réglementaires.

M. le Directeur Général **réaffirme** son attachement au Dialogue Social, à l'application rigoureuse des textes, ainsi qu'à la **justice** et à l'**équité** entre tous les travailleurs de l'INPS.

Il invite le personnel à privilégier les **canaux officiels** de communication pour exprimer leurs préoccupations, garantissant ainsi des solutions adaptées et conformes au droit.

Fait à Bamako, le 16 février 2026

Le Directeur Général

Idrissa Bakary DIARRA
Officier de l'Ordre National

©SRP-INPS

Sommaire <<







Une / Croissance, inflation, crédits : La BCEAO trace le bilan 2025 et prépare l'avenir **P. 4**

Brèves /
Santé publique en Afrique australe : Le FAD investit 9,57 millions de dollars pour renforcer la résilience sanitaire **P. 9**
Promotion du droit OHADA au Mali : Le CNPM et l'AJPDOM renforcent leur collaboration **P. 9**
Agriculture et entrepreneuriat : Des professionnels maliens au Salon de l'Agriculture de Paris **P. 10**
Tensions au Moyen-Orient : L'UEMOA se prépare aux répercussions économiques et géopolitiques **P. 10**

Actualité /
Biodiversité : Le Mali lance l'élaboration de son premier rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya **P. 13**
Ramadan à Bamako : La hausse du prix de la viande inquiète les consommateurs **P. 15**

Politique /
Chambre de commerce du Mali : Oumar Diallo élu président de la délégation régionale de Bamako **P. 18**
Lettre à grand-père: Remettons nos certitudes en cause **P. 20**

Culture & société /
Moov Africa Malitel : Une entreprise citoyenne au service du partage pendant le Ramadan **P. 23**

International /
De la consultation à la décision : Le modèle de démocratie populaire chinois en action **P. 25**
Contribution : Aucune guerre ne vaut la mort d'un seul enfant. **P. 28**
Deux sessions politiques : La Chine mise sur l'innovation technologique et l'ouverture **P. 31**

Sport / Ligue 1 (14e journée) : L'AS Real confirme son leadership, le Djoliba AC frappe fort **P. 33**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Croissance, inflation, crédits La BCEAO trace le bilan 2025 et prépare l'avenir

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, ce mercredi 4 mars 2026 à son siège de Dakar au Sénégal, la cérémonie d'ouverture de la première réunion de l'année du Comité de Politique Monétaire (CPM). Les travaux ont été présidés par le Gouverneur de l'institution, Jean-Claude Kassi Brou, en présence des membres du Comité et de plusieurs responsables de la Banque centrale.

Dans son allocution d'ouverture, le Gouverneur de la BCEAO a d'abord adressé ses vœux de santé et de succès aux membres du Comité, tout en saluant la qualité de leur contribution aux travaux menés au cours de l'année écoulée. Il a souligné que les décisions prises par le Comité dans le cadre de son mandat ont contribué à consolider la stabilité macroéconomique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Jean-Claude Kassi Brou a indiqué que cette première session de l'année 2026 constitue une opportunité pour analyser les performances économiques de l'année 2025 et examiner les perspectives pour les mois à venir. Selon lui, les dernières données disponibles confirment une orientation globalement favorable de l'économie mondiale, dans un contexte marqué par un ralentissement de l'inflation et une atténuation des tensions commerciales.

D'après les estimations présentées, la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,3 % en 2025, un niveau identique à celui enregistré en 2024. Parallèlement, l'inflation mondiale a reculé pour s'établir à 4,1 % en 2025, contre 5,8 % l'année précédente. Toutefois, le Gouverneur de la

BCEAO a averti que les perspectives pour l'année 2026 demeurent exposées à certains risques, notamment la persistance des tensions géopolitiques susceptibles de peser sur l'activité économique mondiale.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs économiques restent particulièrement encourageants. L'activité économique s'est renforcée avec un taux de croissance estimé à 6,7 % en 2025, contre 6,2 % en 2024. Cette performance est principalement attribuée à la bonne tenue des industries extractives et du secteur des services, ainsi qu'aux résultats satisfaisants de la campagne agricole 2025-2026.

Le Gouverneur a également souligné une évolution notable sur le front des prix. Le taux d'inflation dans l'Union s'est établi à 0 % sur l'ensemble de l'année 2025, contre 3,5 % en 2024. Cette baisse s'explique notamment par la détente des prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques, mais aussi par l'amélioration de l'offre de céréales sur les marchés locaux grâce à une campagne agricole favorable.

Par ailleurs, le financement de l'économie par les banques a connu une progression significative. À la fin du mois de décembre 2025, la croissance des crédits à l'économie s'est établie à 5,6 %, contre 4,5 % un an auparavant, traduisant une dynamique positive du secteur bancaire dans le soutien aux activités économiques.

La situation des comptes extérieurs de l'Union s'est également améliorée en 2025. Le solde global excédentaire de la balance des paiements a enregistré une hausse par rapport à l'année précédente. Cette évolution favorable s'explique notamment par l'amélioration des termes de l'échange, la progression des exportations d'or et d'hydrocarbures ainsi que la mobilisation de ressources extérieures par les États membres.

Au cours de cette réunion, les membres du Comité examineront le Rapport sur la politique monétaire dans l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Ce document analyse l'évolution récente de l'environnement économique international et régional, tout en présentant les perspectives à court et moyen termes ainsi que les risques associés.

Le Comité se penchera également sur des propositions relatives à la désignation de membres intuitu personae au sein des Conseils Nationaux du Crédit. D'autres points d'information seront également abordés, notamment la situation du système bancaire dans l'UMOA au 31 décembre 2025 ainsi que l'état du rapatriement des recettes d'exportation.

À travers ces travaux, la BCEAO réaffirme son engagement à préserver la stabilité monétaire et financière de l'Union tout en soutenant la croissance économique dans un contexte international marqué par de nombreuses incertitudes.

Moctar Sow



Maître Cheick Oumar Konaré



POURQUOI MOSCOU ET PÉKIN N'EMPÊCHENT-ILS PAS LES GUERRES AMÉRICAINES CONTRE LEURS ALLIÉS ? Les États-Unis ont, sans mandat onusien, envahi le Panama, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, l'Iran, le Vénézuéla et bien d'autres pays. Ils en feront sans doute de même dans l'avenir, sans réaction militaire d'aucune autre puissance. J'y vois les raisons suivantes:

- Aucune puissance politique, militaire et économique n'a jamais atteint, dans l'histoire, le niveau des États-Unis. C'est pourquoi ils ne respectent la loi internationale que dans la mesure de leurs intérêts et ils s'en libèrent quand bon leur semble. Ils ne sont d'ailleurs pas seuls dans ce registre, comme le prouvent l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'invasion de la Libye par la France;
- Le feu nucléaire détenu par les États-Unis empêche, d'avance, tout autre pays de les attaquer; ils n'attaqueront jamais, eux non plus, une puissance nucléaire car serait une destruction mutuelle assurée ;
- Aucune grande puissance ne signe un accord de défense mutuelle avec un pays susceptible d'entrer en guerre contre une puissance nucléaire. Ainsi, les États-Unis n'admettront jamais l'Ukraine dans l'OTAN, de même que Moscou et Pékin ne signeront jamais un accord de défense mutuelle avec l'Iran ou Cuba. Ils se contenteront toujours d'accords de coopération militaire qui ne les engagent pas à secourir militairement et directement leurs alliés;
- Les puissances se font souvent des concessions et compensations secrètes aux dépens de leurs alliés. Ainsi, la Chine pourrait fort bien fermer les yeux sur les malheurs de son allié vénézuélien en échange de la promesse de Washington de ne rien faire quand elle-même aura envahi Taïwan. De même, Moscou pourrait abandonner son allié iranien contre des faveurs américaines en Ukraine;
- Les guerres sont des occasions de rêve pour les puissances d'affaiblir un rival en soutenant indirectement un allié : c'est ce que font les États-Unis et l'Union européenne en Ukraine pour affaiblir la Russie; c'est aussi ce que fera la Russie au profit de l'Iran, sans engager de troupes sur le terrain;
- les guerres constituent les meilleures occasions de vendre des armes, surtout pour les puissances qui détiennent de vieux stocks qu'elles souhaitent écouler; je rappelle que les ventes d'armes ont rapporté aux pays exportateurs un record de 679 milliards de dollars en 2024;
- Il n'y a rien de tel qu'une guerre pour que les puissances testent leurs nouvelles armes ou étudient les forces et faiblesses d'un belligérant.

En un mot, le monde est régi par un jeu d'ombres et d'intérêts dont les petits et moyens Etats sont les victimes. Autant les laboratoires pharmaceutiques ne souhaitent pas l'éradication de toutes les maladies, autant les grandes puissances ne mettront jamais fin aux guerres. Et je crois dur comme fer que quand les grandes puissances auront épuisé leurs ressources, elles entameront la recolonisation des pays faibles. Comme au bon vieux temps.



UEMOA, Huit pays, Un destin commun ·

Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP a mis en place un Comité de suivi de la situation actuelle au Moyen-Orient, pour anticiper les conséquences au sein de l'Union.

La rencontre a eu lieu le 03 mars 2026 au siège de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou. Le Comité engagera des réflexions sur les conséquences économiques et sociales et les implications géopolitiques au niveau régional et international.

#CommissionUEMOA
#AbdoulayeDiop
#UEMOA
#MoyenOrient
#guerre
#filigamichelsawadogo
#mahamadougado
#lassinebouare
#mamadùserifojaguite
#Économies
#commerce
#géopolitique
#politique
#économiemondiale



Bourama Soumano officiel ·

SAUVER NOTRE PAYS C'EST DEVOIR



ASKIA 24 ·

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, a présidé ce vendredi 27 février 2026 à Gao une rencontre d'échanges avec les jeunes, baptisée « Minisiri Ka Kènè », dans l'enceinte de la Direction régionale de la Jeunesse.
Cette initiative a mobilisé plusieurs autorités administratives et politiques, notamment le gouverneur de la région de Gao, des sous-préfets, le maire, ainsi que des représentants de la Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali (CAFO) et du Conseil national de la jeunesse du Mali (CNJ). La forte participation des jeunes et des femmes a témoigné de l'intérêt porté à ce cadre de dialogue direct avec le chef du département.
Au cours des échanges, les jeunes de Gao ont exposé librement leurs préoccupations, leurs attentes et leurs propositions. Ils ont également salué cette démarche du ministre Fomba, perçue comme un espace d'expression, d'écoute et de participation active, leur permettant aussi de valoriser leurs propres initiatives en faveur du développement local.
En réponse, le ministre Abdoul Kassim Ibrahim Fomba a apporté des éclaircissements sur les différentes préoccupations soulevées. Il a aussi partagé avec l'assistance la vision du président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, pour le Mali Kura, une vision centrée sur la refondation de l'État, la responsabilisation citoyenne et l'engagement patriotique de la jeunesse.
Le ministre a invité les jeunes de Gao à renforcer leur unité, à redoubler d'efforts et à s'impliquer davantage dans les actions de développement et de consolidation de la paix. Il a enfin salué la mobilisation des autorités locales ainsi que l'engagement constant des femmes et des jeunes, qu'il a présentés comme des acteurs essentiels pour l'avenir de la région de Gao et du Mali.



Présidence de la République du Sénégal

Au titre de son agenda, le Président de la République a reçu ce jour M. Patrice Emery Trovoada, ancien Premier ministre de Sao Tomé-et-Principe, en sa qualité d'Envoyé spécial de l'Union africaine pour la Guinée-Bissau.



RENOUVEAU FM / TV

Moussa Nouhoum Guindo · 8 h ·
Ministère de la Santé : Rencontre entre le Secrétaire général et le Bureau Exécutif du Syndicat National de la Santé et de l'Action Sociale.
Le Secrétaire général du Ministère de la Santé et du Développement Social, a présidé, ce mardi 03 mars 2026, dans la salle de conférence du département, une rencontre d'échanges avec le Bureau Exécutif du Syndicat National de la Santé et de l'Action Sociale du Mali.
Au cours de cette réunion, les membres du bureau syndical ont exposé plusieurs préoccupations liées notamment à la situation administrative de certains personnels.
Ainsi, le porte-parole du Bureau du Syndicat National de la Santé et de l'Action Sociale, s'est dit satisfait de cette initiative et a encouragé de poursuivre sur cet élan : « nous sommes disposés à travailler main dans la main avec le département pour résoudre l'ensemble des problèmes à travers ce dynamisme de

dialogue ».
Au nom de Madame le Ministre de la Santé et du Développement social, le Secrétaire général du département, a salué la démarche du syndicat, en cohérence avec les orientations des plus hautes autorités en matière de maintien du climat social apaisé.
Il a réaffirmé la volonté du département de privilégier la concertation pour résoudre les préoccupations soulevées, dans un esprit d'ouverture et de responsabilité. Ainsi, dixit-il « Nous sommes des partenaires, nous œuvrons tous pour le bien être du personnel et pour l'atteinte des objectifs du département, nous continuerons à maintenir le cap du dialogue, à discuter et à résoudre ensemble les difficultés conformément aux instructions de Madame le Ministre de la Santé et du Développement social ».
Il a également annoncé la poursuite de ces cadres d'échanges sur une base trimestrielle, afin d'assurer un suivi régulier des engagements pris et d'évaluer les avancées enregistrées.
La rencontre s'est achevée dans une atmosphère empreinte de respect et de compréhension mutuelle, augurant d'une collaboration renforcée entre l'administration et les partenaires sociaux.
Réseau de Communication du MSDS



Alpha Amadou Hampâté Ba ·



Journaliste et militante, Aissata Ibrahim Maïga a déjà un joli parcours à seulement 46 ans, et c'est son amour pour les médias qui a été le fil rouge de son cheminement professionnel. Après ses études secondaires de lettres achevées au lycée Yana Maiga de Gao en 2000, la jeune Aïssata obtient une bourse pour Cuba, où elle poursuivra ses études universitaires à la Faculté de Communication de l'Université de la Havane, sanctionnées avec brio en 2007 par une Maîtrise en communication sociale.
De retour au Mali, elle effectuera un stage au département de communication d'Orange Mali, ce qui renforcera sa vocation de se consacrer au métier de son rêve, le journalisme. En février 2008, Aïssata Ibrahim Maïga est recrutée à l'Office de Radiotélévision du Mali (ORTM), où ses qualités professionnelles au cours des reportages qu'elle réalise, sont très vite remarquées par sa hiérarchie, qui décide de lui confier la présentation du journal télévisé.
Alternant entre le 13h et le 20h, la semaine ou le week-end, Aïssata Ibrahim Maïga a su imprimer son propre style, fait de simplicité, d'efficacité, de sourire, d'humour et de rigueur. On lui connaît aujourd'hui quelques faits d'armes qui resteront dans l'histoire de la télévision au Mali.
D'abord en 2012, elle sera la journaliste qui n'hésitera pas à venir présenter le journal télévisé en plein coup d'état, et ce malgré les risques sécuritaires dus aux affrontements dans la ville. Son reportage plein d'humour des coulisses du dernier sommet Afrique-France retiendra l'attention de tous les téléspectateurs.
Il ne fait donc plus aucun doute, Aïssata Ibrahim Maïga est désormais une référence dans les médias au Mali. Elle l'est aussi pour nombre de jeunes filles maliennes qui veulent s'essayer à ce métier, encore dominé par les hommes, et où les femmes doivent constamment faire leurs preuves.
Militante engagée pour une meilleure représentation des femmes dans les médias, elle a créé en 2016 le site internet www.maliennemoi.org afin de promouvoir le rôle que les femmes jouent dans la construction de la société malienne.
Son combat pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes vient d'ailleurs d'être reconnu par ONU Femmes, qui lui a consacré un article en janvier dernier.
Grande lectrice, passionnée de théâtre et de mode, celle dont le géniteur fut une sommité du sport régional à Gao, et qui pratique le sport au quotidien, n'a pas fini de nous surprendre.
S'adressant aux femmes, la brave Aissata Ibrahim Maiga dixit : « Femme, ne nous mettons pas de limites, nous avons les capacités de réaliser les plus grands succès. »
Aujourd'hui Aissata continue dans sa carrière avec succès dans les représentations diplomatiques et organisations internationales. Longue vie et pleins succès encore.
Bamada



Santé publique en Afrique australe : Le FAD investit 9,57 millions de dollars pour renforcer la résilience sanitaire

Le Fonds africain de développement (FAD) a récemment approuvé un don de 9,57 millions de dollars en faveur des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) afin d'améliorer la sécurité sanitaire régionale. Ce financement vise à renforcer la résilience des systèmes de santé et à améliorer la préparation aux urgences nutritionnelles dans une région souvent confrontée à des épidémies et à des taux de malnutrition alarmants.

Selon un communiqué officiel relayé par Malijet.com, le projet met en avant la montée en compétence des personnels de santé de première ligne. Les actions prévues comprennent la formation de 449 agents de santé, la certification de 35 coordinateurs nutritionnels spécialisés, et la création de cursus académiques pour former environ 240 étudiants par an dans le domaine de la santé publique. Ces formations intègrent des enjeux cruciaux tels que le genre et l'adaptation au changement climatique.

En plus du volet humain, une part importante du don sera consacrée à la modernisation technique des infrastructures de santé. Cela inclut la réhabilitation et l'équipement de laboratoires nationaux dans six pays membres, la transformation de l'Instituto Nacional de Saúde au Mozambique en un laboratoire régional de référence, et le soutien stratégique à la banque de sang du Lesotho, cruciale pour la réponse aux urgences chirurgicales et maternelles.

L'objectif principal de cette intervention est de renforcer les systèmes de santé de la zone SADC pour les rendre moins vulnérables aux crises. En renforçant les capacités de détection et de réponse rapide, le FAD espère réduire l'impact humain et économique des futures crises sanitaires tout en assurant la pérennité des soins de santé de base dans la région.

Fatou Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Promotion du droit OHADA au Mali : Le CNPM et l'AJPDOM renforcent leur collaboration



Le lundi 02 mars dernier, le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) a reçu en ses locaux une délégation de l'Association des Juristes pour la Promotion du Droit OHADA au Mali (AJPDOM), dirigée par M. Aliou OUSMANE, en présence de plusieurs membres. Cette rencontre a été marquée par la présence de M. Cheick Hamala SIMPARA, 1er Vice-Président du CNPM, ainsi que des cadres du Secrétariat général.

Dans un climat chaleureux, M. SIMPARA a exprimé sa gratitude à l'AJPDOM pour sa visite et a souligné qu'il s'agissait de la deuxième rencontre entre les deux institutions. Il a mis en avant la perspective de l'organisation d'un webinaire consacré au droit OHADA, restant ainsi à l'ordre du jour des discussions.

M. Aliou OUSMANE a, quant à lui, présenté l'AJPDOM, fondée en 2018 dans le but de promouvoir le droit OHADA au Mali, avec pour fondements la formation, l'excellence et le développement. L'association a déjà dispensé plus d'une centaine de formations et compte parmi ses membres des magistrats, des avocats, des enseignants-chercheurs, des douaniers et des greffiers.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre de la 5e édition du Concours OHADA, une compétition interuniversitaire où les étudiants peuvent plaider des cas pratiques devant un jury. L'AJPDOM a sollicité le soutien technique et financier du CNPM et a présenté un plan d'actions pour le développement de cette initiative.

M. SIMPARA a salué cette démarche, soulignant l'importance du droit OHADA pour le secteur privé, et a confirmé la mise à disposition de techniciens pour apporter un soutien technique à l'association. Les discussions ont également abordé l'organisation prochaine d'un webinaire dédié au droit OHADA, démontrant ainsi l'engagement des deux institutions en faveur de la promotion et de la diffusion de cette branche du droit dans le pays.

Cette rencontre entre le CNPM et l'AJPDOM a mis en lumière l'importance de la collaboration entre les acteurs du secteur privé et les organisations promouvant le droit OHADA, dans le but de renforcer les compétences juridiques et de favoriser le développement économique et social au Mali.

Fatou Sissoko

Agriculture et entrepreneuriat : Des professionnels maliens au Salon de l'Agriculture de Paris



Dans un monde en constante évolution marqué par des changements dans les relations internationales, la coopération économique et les échanges professionnels demeurent des outils essentiels pour favoriser le dialogue et le rapprochement entre les peuples. C'est dans ce contexte que s'est déroulée la participation remarquée d'acteurs économiques maliens au Salon International de l'Agriculture de Paris, du 21 février au 1er mars.

L'événement a été marqué par la présence de professionnels maliens issus de divers secteurs tels que des entrepreneurs, des bureaux d'études, des institutions financières et des acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Accompagnés par le Zabbaan Institut, ces participants ont eu l'opportunité de se rendre à ce salon majeur en tant que visiteurs professionnels.

Cette initiative a permis la tenue de nombreuses rencontres et rendez-vous professionnels avec diverses structures et partenaires, favorisant ainsi les échanges d'expériences, le partage de savoir-faire et l'exploration de nouvelles perspectives de coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'innovation et de la transformation agroalimentaire.

Le Zabbaan Institut tient à exprimer sa gratitude envers l'Ambassade de France au Mali pour son soutien et son accompagnement dans la facilitation de cette participation. Cette collaboration contribue à renforcer les liens entre les acteurs économiques maliens et français, dans un esprit de partenariat et de coopération constructive.

Ces dynamiques d'échanges professionnels s'inscrivent dans une perspective de promotion de partenariats durables, basés sur l'innovation, l'entrepreneuriat et la valorisation du potentiel agricole et économique. Le Zabbaan Institut réaffirme ainsi son engagement en faveur du développement des écosystèmes entrepreneuriaux, de la coopération économique et de la promotion des initiatives porteuses de croissance et d'opportunités entre le Mali et ses partenaires internationaux.

Cette participation au Salon International de l'Agriculture de Paris témoigne de la volonté des acteurs économiques maliens de s'inscrire dans une dynamique d'ouverture et de collaboration internationale, afin de favoriser le développement économique et l'échange de bonnes pratiques dans le domaine agricole.

Arouna Sidibé

Tensions au Moyen-Orient : L'UEMOA se prépare aux répercussions économiques et géopolitiques



La Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a récemment pris une décision cruciale en mettant en place un Comité de suivi afin d'anticiper les conséquences de la récente guerre au Moyen-Orient au sein de l'Union. Cette initiative a été annoncée lors d'une réunion présidée par le Président Abdoulaye DIOP, qui s'est tenue le 03 mars 2026 au siège de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou.

La réunion a rassemblé le collège des Commissaires de l'UEMOA et a marqué le début d'une réflexion approfondie sur les implications économiques et sociales de la guerre déclenchée le 28 février 2026 au Moyen-Orient. Les discussions ont également porté sur les conséquences géopolitiques tant au niveau régional qu'international.

À la suite de cette réunion, un Comité de veille et de suivi ad hoc a été mis en place pour assurer un suivi étroit de l'évolution de la situation. Il est essentiel de souligner que les impacts de cette guerre sont déjà perceptibles à l'échelle mondiale, justifiant ainsi la nécessité d'une surveillance constante et proactive.

Cette initiative de la Commission de l'UEMOA démontre son engagement envers la stabilité et la sécurité de l'Union face aux défis géopolitiques majeurs. Le Comité de suivi jouera un rôle crucial dans l'analyse des répercussions de la guerre au Moyen-Orient, et dans l'élaboration de stratégies adaptées pour atténuer ses effets sur les pays membres de l'UEMOA.

La mise en place de ce Comité de suivi par la Commission de l'UEMOA témoigne de sa volonté de répondre de manière proactive aux défis actuels, et de garantir la résilience de l'Union face aux turbulences géopolitiques mondiales.

Arouna Sidibé

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Biodiversité : Le Mali lance l'élaboration de son premier rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya



Le e Mali vient de franchir une étape importante dans la protection et la gestion durable de ses ressources naturelles. Le mardi 3 février 2025, la Direction générale des Eaux et Forêts a organisé une rencontre stratégique marquant le lancement du processus d'élaboration du tout premier rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Cette initiative vise à renforcer la gouvernance des ressources génétiques et à garantir un partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation.

La rencontre, présidée par Mme Dembélé Assitan Diallo, représentante du ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, a réuni un large éventail d'acteurs engagés dans la protection de l'environnement. Cadres de l'administration publique, chercheurs, représentants de la société civile ainsi que des opérateurs du secteur privé ont pris part à cet atelier de lancement, témoignant de l'importance accordée par le Mali à la préservation de sa biodiversité.

Dans son intervention, le Colonel-major Aboubacar Sidiki Maïga, Directeur général adjoint des Eaux et Forêts, a rappelé les fondements du Protocole de Nagoya. Adopté dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, ce mécanisme international vise à garantir l'accès aux ressources génétiques et à assurer un partage équitable des bénéfices tirés de leur exploitation, communément appelé l'Accès et le Partage des Avantages (APA).

Selon lui, cet instrument représente un levier stratégique pour le Mali, notamment pour la protection des savoirs traditionnels liés à la biodiversité et pour la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation. « La mise en œuvre effective de ce protocole permettra non seulement de valoriser les ressources naturelles du pays, mais aussi de garantir que les communautés locales bénéficient des retombées issues de leur utilisation », a-t-il souligné.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Dembélé Assitan Diallo a mis en lumière la



richesse et la diversité des écosystèmes maliens, qui constituent un patrimoine naturel précieux pour le pays. Toutefois, elle a également attiré l'attention sur les menaces croissantes qui pèsent sur cette biodiversité. Parmi ces défis figurent notamment les effets du changement climatique, qui fragilise les habitats naturels, ainsi que les pressions liées aux activités humaines telles que la surexploitation des ressources et les activités extractives. Elle a précisé que l'élaboration de ce premier rapport national ne se limitera pas à un simple exercice administratif. Ce document constituera un outil stratégique permettant d'évaluer les progrès réalisés par le Mali dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya et d'identifier les défis à relever pour améliorer la gestion durable des ressources génétiques.

Le Mali bénéficie également de l'appui de partenaires techniques et financiers dans cette démarche. Le processus est soutenu par le projet Global Biodiversity Framework – Early Action Support, un programme destiné à accompagner les pays dans l'actualisation de leur Stratégie et Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB), en conformité avec les nouveaux objectifs mondiaux en matière de conservation.

Au cours de cet atelier, les participants ont travaillé sur plusieurs aspects essentiels du processus. Les discussions ont notamment porté sur la validation de la feuille de route pour la collecte des données et la rédaction du rapport, sur les mécanismes de coordination entre les différents départements ministériels et les institutions de recherche, ainsi que sur la définition d'indicateurs de suivi permettant d'évaluer l'impact des politiques de conservation sur le terrain.

À travers le lancement de ce processus, le Mali réaffirme sa volonté de renforcer la gouvernance environnementale et de valoriser durablement ses ressources génétiques. Cette démarche s'inscrit dans une vision de développement durable visant à faire de la biodiversité un véritable levier de croissance économique et de bien-être pour les populations locales.

Yacouba Ongoiba



Ramadan à Bamako : La hausse du prix de la viande inquiète les consommateurs



A l'approche et pendant le mois de Ramadan, période traditionnellement marquée par une forte consommation alimentaire, la viande demeure l'un des produits les plus recherchés sur les marchés de Bamako. Toutefois, cette année, les consommateurs doivent faire face à une hausse sensible des prix, accentuant les difficultés déjà provoquées par l'augmentation générale du coût des produits de première nécessité.

Dans plusieurs marchés de la capitale, des disparités importantes sont constatées dans les prix pratiqués par les vendeurs. Le kilogramme de viande de bœuf avec os, qui se vendait auparavant autour de 3 300 F CFA, atteint désormais entre 3 500 F CFA et parfois davantage dans certains points de vente. La viande sans os a également connu une hausse notable, passant d'environ 4 000 F CFA à 4 500 F CFA le kilogramme. La viande de mouton, quant à elle, a subi une augmentation encore plus marquée, passant de 4 000 F CFA à près de 5 000 F CFA le kilogramme. Face à ces prix jugés élevés par de nombreux consommateurs, le directeur de la Direction nationale des productions et des industries animales (DNPIA), Dr Vétérinaire Djakalia Ouattara, pointe du doigt certaines pratiques spéculatives. Selon lui, plusieurs revendeurs installés de manière anarchique sur les marchés ou impliqués dans des abattages

clandestins contribuent à la flambée des prix.

Le responsable affirme que les données officielles collectées chaque lundi dans les différents marchés de Bamako ne correspondent pas toujours à la réalité observée sur le terrain. D'après les chiffres de la DNPIA, le prix officiel du kilogramme de viande avec os est fixé à 3 600 F CFA dans les marchés de Dibida et de Lafiabougou, et à 3 500 F CFA dans ceux de Yirimadio et de Djélibougou. Quant à la viande sans os, elle est censée être vendue autour de 4 000 F CFA dans ces mêmes marchés.

Pour lutter contre ces dérives, la DNPIA annonce un renforcement prochain des contrôles. Dr Djakalia Ouattara indique que le ministère de l'Élevage et de la Pêche vient de recevoir d'importants moyens logistiques dans le cadre du projet PACEM du ministère de l'Économie et des Finances. Il s'agit notamment de sept camions frigorifiques, deux bétaillères et plusieurs pick-up destinés à renforcer les opérations de surveillance et de transport du bétail.

« Les textes sont clairs : on ne peut pas s'installer n'importe où pour vendre de la viande. Nous avons entamé une phase de sensibilisation depuis plus de deux semaines. Elle durera deux mois avant que des sanctions ne soient appliquées contre les contrevenants », prévient-il.

Au-delà de la spéculation, la hausse des prix s'explique également par un contexte sécuritaire difficile dans plusieurs zones d'élevage du pays. Selon le directeur de la DNPIA, les attaques ciblées de groupes terroristes contre les éleveurs ont fortement perturbé les circuits d'approvisionnement. Certains éleveurs ont été attaqués sur le chemin du retour après la vente de leur bétail, perdant parfois la vie ou étant dépouillés de leurs recettes.

Cette situation a entraîné la fermeture de dix marchés à bétail sur les quinze que compte le pays, notamment ceux de Fatoma, Konan, Mopti-Gangal, Niono, Macina, Nara, Sassoudébé, Troungoumbé, Diéma ainsi qu'une partie du marché de Ségou. Seuls cinq marchés restent actuellement fonctionnels : Kati Dral, Barouéli, Bla, Ségou et Niéna dans la région de Sikasso. Une capacité largement insuffisante pour approvisionner Bamako et satisfaire également la demande des pays voisins comme la Guinée, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire.

Face à cette crise, l'État a mis en place plusieurs stratégies pour soutenir l'approvisionnement en bétail. Parmi celles-ci figure un fonds d'appui à l'embouche, logé à la Banque nationale de développement agricole (BNDA), permettant aux emboucheurs d'accéder à des financements à taux réduit.

Par ailleurs, une initiative du président de la Transition, le général Assimi Goïta, prévoit la réservation de 10 % de la production nationale de graines de coton aux emboucheurs, aux producteurs laitiers et aux cotonculteurs pour l'alimentation du bétail. En contrepartie, les bénéficiaires s'engagent par écrit à vendre les animaux engraissés uniquement aux boucheries de Bamako et non à l'exportation.

Malgré les difficultés, Dr Djakalia Ouattara se veut rassurant. Il indique que les autorités travaillent à la sécurisation des marchés à bétail et à la sensibilisation des éleveurs afin qu'ils reprennent progressivement leurs activités. Une démarche qui, selon lui, devrait contribuer à stabiliser l'approvisionnement et à maîtriser les prix dans les mois à venir.

Karamoko B Keita



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Chambre de commerce du Mali : Oumar Diallo élu président de la délégation régionale de Bamako

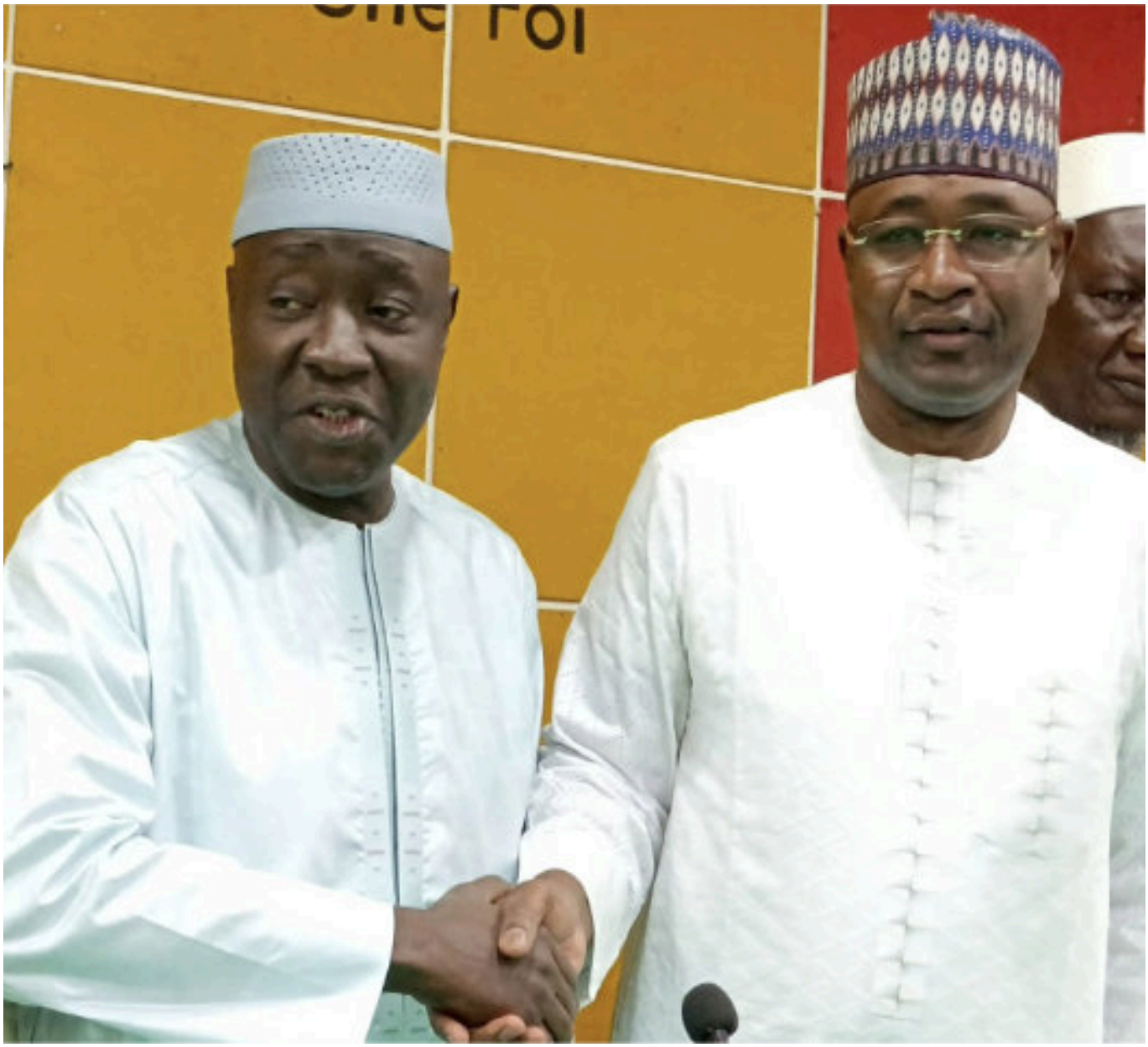
Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le processus de renouvellement des instances de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (Ccim). Une semaine après l'élection des membres consulaires du district de Bamako, les élus se sont retrouvés le dimanche 1er mars 2026 pour procéder à la mise en place du bureau de la Délégation régionale de Bamako. À l'issue du scrutin, Oumar Diallo a été élu président, succédant ainsi à Harouna Kanté pour un mandat de cinq ans.

Cette élection s'inscrit dans la continuité du processus électoral engagé au sein de l'institution consulaire. Le 22 février dernier, les 88 membres consulaires du district de Bamako avaient été élus à l'issue d'un scrutin marqué par la victoire de la liste unique conduite par Mandiou Simpara. Une victoire qui avait déjà illustré la volonté de consensus au sein des acteurs économiques regroupés au sein de la Ccim.

Réunis dans la salle de conférence de l'institution, les 88 élus consulaires de la Délégation régionale de Bamako ont ainsi procédé à l'élection de leur nouveau président avant de mettre en place le bureau régional. Le scrutin s'est déroulé sous la supervision de Fousseyni Bamba, directeur régional du Commerce, de la Concurrence et de la Consommation du district de Bamako.

La rencontre a également enregistré la présence de plusieurs opérateurs économiques influents ainsi que de nombreux élus consulaires, parmi lesquels Mandiou Simpara, figure centrale de ce processus de renouvellement institutionnel. À l'issue des concertations et du vote, Oumar Diallo a été porté à la tête de la délégation régionale de la Ccim du district de Bamako. Il succède ainsi à Harouna Kanté, qui occupait jusque-là ce poste stratégique au sein de l'organisation patronale. Ce dernier avait initialement envisagé de briguer la présidence de la Chambre de commerce au niveau national avant de se retirer au profit d'un consensus autour de la liste unique dirigée par Mandiou Simpara.





L'élection du nouveau président de la délégation régionale s'est également déroulée dans un esprit de consensus, conformément à l'orientation souhaitée par les autorités de la République pour le renouvellement des instances consulaires. Selon plusieurs observateurs, cette approche vise à préserver l'unité du secteur privé et à favoriser un climat de collaboration entre les acteurs économiques.

Au départ, cinq prétendants étaient en lice pour la présidence de la délégation régionale de Bamako. Toutefois, à l'issue de discussions et de négociations entre les différents acteurs, un compromis a été trouvé autour de la candidature d'Oumar Diallo. Une décision qui, selon plusieurs sources, a été facilitée par l'implication personnelle de Mandiou Simpara, dont le rôle de médiation a permis d'aboutir à une solution consensuelle.

La désignation d'Oumar Diallo constitue ainsi une surprise pour certains observateurs, dans la mesure où son nom n'était pas initialement considéré parmi les favoris pour ce poste. Cependant, son profil et sa capacité à fédérer les différents acteurs du monde économique ont finalement joué en sa faveur.

Avec cette élection, la Chambre de commerce et d'industrie du Mali poursuit son processus de réorganisation et de consolidation de ses structures. Le nouveau bureau de la délégation régionale de Bamako aura désormais pour mission de représenter et de défendre les intérêts des opérateurs économiques de la capitale, tout en contribuant au développement du secteur privé.

Pour les acteurs économiques, cette nouvelle équipe dirigeante devra également travailler au renforcement du dialogue entre les entreprises et les pouvoirs publics, dans un contexte économique marqué par de nombreux défis mais aussi par des opportunités de développement pour l'économie nationale.

Yacouba Ongoiba

Lettre à grand-père : Remettons nos certitudes en cause



Cher Grand-Père,

Je voudrais aujourd'hui partager avec toi une réflexion qui me semble essentielle dans le processus de construction de la pensée et de la philosophie. Ce processus s'appelle la problématisation. C'est un concept fondamental qui consiste à remettre en question une certitude, une vérité que l'on tient pour acquise, afin de l'examiner sous toutes ses facettes.

La problématisation, cher grand-père, est l'acte de questionner une vérité, sans tabou, sans crainte, et de poser toutes les questions possibles autour de celle-ci. Elle permet d'examiner une certitude ou une idée reçue sous l'angle du doute. Ce processus est un exercice intellectuel qui consiste à réfléchir et à interroger ce que l'on pensait être acquis. Parfois, une idée semble évidente, mais n'avons-nous pas besoin de poser des questions pour en tester la validité ?

Prenons un exemple concret : la Transition politique qui se déroule actuellement dans notre pays, comme dans d'autres. Si l'on devait problématiser cette situation, cela commencerait par des questions simples : Qu'est-ce qu'une Transition politique ? Quelles sont les grandes réussites de transitions politiques dans le monde ? Quels objectifs peut-on légitimement assigner à une Transition politique ? Qu'entend-on par "Transition", "Intérim" ou "Rupture" ?

Ce n'est pas là qu'il faut s'arrêter, cher grand-père. La problématisation consiste à aller plus loin. Est-ce que ce que nous vivons au village, cette situation qui est qualifiée de « Transition politique », peut réellement être

considérée comme telle ? Si ce n'est pas le cas, qu'est-ce que c'est alors ? Et si nous étions dans une transition, comment pouvons-nous évaluer ses effets réels ? Avons-nous progressé, ou est-ce que nous avons régressé ?

Si nous avons des réponses claires, la problématisation peut se conclure. Mais si nous avons encore des doutes, nous devons poser davantage de questions. Par exemple : "Quel est le bilan réel de la Transition politique au village ?" "Est-ce que nous avons réellement avancé ou régressé ?" Et surtout, à la fin de cette réflexion, avons-nous l'espoir sincère que cette situation dure, perdure et se répète, ou voulons-nous en sortir ?

Si, après toutes ces questions, nous trouvons un consensus, un "Amen" collectif, alors nous pouvons considérer que la problématisation a porté ses fruits et que la vérité sur cette situation a été révélée. Une fois que les réponses sont claires, le concept devient précis et philosophique, car nous avons examiné et testé toutes les possibilités.

Nous pourrions appliquer ce même principe de réflexion aux situations internationales, que ce soit l'Afghanistan, la Syrie, le Venezuela ou l'Iran, mais ce n'est pas mon domaine. Je suis philosophe, pas géopoliticien, cher grand-père.

Ce processus de questionnement est essentiel, car il nous aide à sortir des certitudes et à penser plus librement. Une philosophie qui ne questionne pas ses propres fondements reste limitée. Nous devons remettre en cause nos croyances, nos certitudes, et ne jamais avoir peur de poser les questions qui dérangent.

Je te laisse, cher grand-père, avec ces réflexions, espérant qu'elles nourriront tes pensées. Cette lettre est ma 340ème, une de plus dans mon cheminement philosophique.

Avec tout mon respect et ma tendresse,

Koureichy Cissé
Source : Mali Tribune



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Moov Africa Malitel : Une entreprise citoyenne au service du partage pendant le Ramadan



Fidèle à sa réputation d'entreprise citoyenne, Moov Africa Malitel a une nouvelle fois démontré son engagement envers la solidarité en ce mois sacré de Ramadan. Le mercredi 4 mars 2026, au siège de l'entreprise situé dans le quartier du Fleuve, une généreuse donation de vivres a été offerte à plusieurs structures caritatives et religieuses.

L'objectif de cette initiative était clair : apporter un soulagement aux ménages les plus vulnérables et accompagner les fidèles pendant cette période de haute spiritualité. La donation, composée de produits de première nécessité, a été soigneusement sélectionnée pour répondre aux besoins nutritionnels du mois de jeûne, incluant des sacs de riz, de mil, de sucre, des bidons d'huile et des pâtes alimentaires.

La cérémonie a été présidée par le Directeur Général Adjoint de la SOTELMA, M. Souhalébou Coulibaly, qui a souligné que cette initiative visait principalement à soutenir les personnes en situation de handicap (visuel, auditif ou physique) pour témoigner de la solidarité indéfectible de l'opérateur historique.



M. Coulibaly a déclaré : « À travers cette action, nous voulons montrer que Sotelma Moov Africa Malitel est aux côtés de tous les Maliens, sans distinction, et particulièrement de ceux qui sont en situation de vulnérabilité. » Il a également mentionné que l'entreprise multiplie les actions de proximité pendant ce mois béni, telles que des ruptures de jeûne collectives (Iftars) et le partage de repas avec différents groupes socioprofessionnels.



Les dons ont été remis aux représentants de plusieurs structures emblématiques, dont l'Union Malienne des Aveugles (UMAV), l'Association des femmes sourdes et muettes, l'Association Déba Gnuma, l'Orphelinat Niaber, ainsi que les Mosquées Rahaman et Salam.

En tant que porte-parole des bénéficiaires, M. Sidi Mohamed Coulibaly, 2e vice-président de l'UMAV, a exprimé sa profonde gratitude en soulignant l'importance de cette aide pour de nombreux jeunes et élèves aveugles, en particulier ceux résidant en internat. Il a conclu la cérémonie par des prières pour la prospérité de l'entreprise et la paix au Mali.

Cette action sociale de Moov Africa Malitel reflète son engagement envers les valeurs de solidarité et d'inclusion, qui sont chères au peuple malien.

Fatou Sissoko

De la consultation à la décision : Le modèle de démocratie populaire chinois en action



Les deux prochaines sessions de l'Assemblée populaire nationale et de la Conférence consultative politique du peuple chinois offrent une occasion unique d'observer la modernisation à la chinoise et de mieux comprendre le processus de démocratie populaire en Chine. La "démocratie populaire dans son ensemble", concept original et emblématique, est profondément ancrée dans la vie quotidienne du peuple chinois.

L'accent sera mis sur l'examen du projet du 15e Plan quinquennal lors des Deux sessions nationales de cette année. Ce processus de formulation du plan est une concrétisation de la démocratie populaire dans son ensemble. Les travaux de préparation du 15e Plan quinquennal, réalisés de mai à juin 2025, ont inclus une consultation en ligne qui a recueilli plus de 3,113 millions de suggestions valables du public. Plus de 1 500 opinions constructives et représentatives réparties en 27 aspects ont été prises en compte dans l'élaboration du plan.

En fin d'année 2025, la Commission des affaires juridiques du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale a établi 60 points de contact législatifs de base, encourageant les assemblées populaires provinciales et municipales à créer plus de 7 800 points de contact. De plus, plus de 1 400 membres de la Conférence consultative

politique du peuple chinois ont partagé plus de 12 000 informations sur les conditions sociales et l'opinion publique, renforçant ainsi les liens avec les masses et reflétant le sentiment du public au niveau local.

Cette forme de démocratie participative dynamise la "micro-gouvernance" et favorise l'efficacité. Un exemple concret est le "Salon de thé des moyens de subsistance du peuple" dans le district de Guangling, où les députés, les membres de la Conférence consultative politique et les habitants se réunissent pour discuter des questions relatives aux moyens de subsistance. Les préoccupations du public sont prises en compte et les suggestions sont rapidement transmises aux autorités compétentes.

Les prochaines sessions des assemblées chinoises mettent en lumière une démocratie participative active et inclusive qui renforce la gouvernance locale et favorise l'implication citoyenne dans les processus décisionnels.Ces dernières années, la Chine a connu une montée en puissance des mécanismes de consultation et de participation citoyenne à travers la création de divers forums tels que les « salons de thé des moyens de subsistance du peuple », les « stations météorologiques d'opinion du peuple » et les « petits conseils de cour ». Ces plateformes ont permis aux membres représentatifs de la société chinoise d'accomplir consciencieusement leurs devoirs en recueillant les projets et besoins des citoyens pour ensuite utiliser leurs opinions et suggestions dans la résolution des problèmes de gouvernance à la base.

En témoigne le nombre impressionnant de 269 projets de loi et 9 160 suggestions présentés par les députés à l'Assemblée populaire nationale en 2025, qui ont tous été examinés, traités et ont reçu une réponse. De même, les membres du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois ont soumis plus de 5 900 propositions, dont plus de 5 000 ont été incorporées dans des documents politiques pertinents.

Un exemple concret de cette approche participative est la question de la sécurité alimentaire, qui a été au centre des préoccupations de la société chinoise. L'équipe d'inspection de l'application de la loi du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale a mené des inspections approfondies sur la mise en œuvre de la loi sur la sécurité alimentaire, en accordant une attention particulière à l'écoute de la voix du peuple et à l'intégration de l'opinion publique.

Au cours de ces inspections, 488 200 questionnaires valides ont été récupérés, permettant de recueillir 119 800 suggestions pertinentes du public. Les représentants des différents secteurs ont été invités à partager leur expertise professionnelle et à





formuler des avis et des suggestions pour renforcer le travail en matière de sécurité alimentaire.

En fin de compte, cette approche participative et consultative, qui s'étend sur l'ensemble de la chaîne et couvre tous les aspects, a permis d'aboutir à une révision mineure de la loi sur la sécurité alimentaire par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale. Cela démontre l'engagement des autorités chinoises à impliquer activement les citoyens dans le processus de gouvernance et à prendre en compte leurs préoccupations pour une meilleure prise de décision. Le passage que vous avez partagé met en lumière l'importance de combiner le travail de législation et de supervision pour renforcer les responsabilités des départements locaux, améliorer les lois, les politiques et les systèmes de normes pertinents, renforcer les capacités d'application de la loi, consolider le modèle de co-gouvernance sociale de la sécurité alimentaire et protéger conjointement "la sécurité au bout de la langue".

Il a souligné également que le processus de démocratie populaire en Chine ne se limite pas à des moments ponctuels et fragmentés, mais qu'il englobe l'ensemble du processus démocratique, de la consultation à la prise de décision, en passant par la gestion et le contrôle démocratiques. Cette approche vise à pallier le problème de l'apathie politique qui peut survenir après les élections.

L'accent est mis sur la démocratie chinoise qui vise à répondre continuellement aux besoins de la population pour améliorer leur qualité de vie. La démocratie est définie comme la résolution des problèmes prioritaires pour le peuple. Cette approche se distingue de la démocratie purement électorale des pays occidentaux et constitue un avantage pour la démocratie chinoise.

Le développement de la Chine illustre que seule une démocratie adaptée à ses conditions nationales peut être fiable et efficace. Les caractéristiques distinctives de la démocratie chinoise enrichissent la diversité des formes de civilisation politique humaine et offrent une solution unique à l'exploration des systèmes sociaux.

Pour l'avenir, la Chine s'engage à continuer sur la voie du développement démocratique adapté à ses réalités nationales, à promouvoir le libre choix des pays en matière de développement démocratique et à contribuer au progrès continu de la démocratie à l'échelle mondiale.

Arouna Sidibé

Contribution : Aucune guerre ne vaut la mort d'un seul enfant.



Voici quatre ans, en mars 2022, une semaine avant les tout premiers négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine, je partageais un article sur le réseau LinkedIn. Je vous le présente ici, tel quel, sans y altérer la moindre ligne. Son propos, j'en suis convaincu, conserve toute sa pertinence en ce mois de mars 2026, après quatre années de guerre en Ukraine et quelques jours depuis le début de l'agression de l'Iran.

Aucune guerre ne vaut la mort d'un seul enfant.

Étant le père ayant connu la mort d'un de ces quatre enfants, étant une personne qui a vu la guerre de face - je suis bien placé pour le dire.

Pour ceux qui ont des difficultés à voir au-delà de l'image, qui n'arrivent pas à voir clair sous l'inondation des propagandes en cours et pour ceux qui ne connaissent pas assez bien l'histoire, voici une petite remise en ordre des idées sur les véritables coupables du chaos dans le monde, dont les derniers événements en Ukraine ne sont que le dernier exemple sur une longue liste et ne sont, certainement pas, les derniers.

Voici les faits sur les principales victimes de la Russie ? Non – sur les principales victimes de la « démocratie » de l'État américain (à ne pas confondre avec le peuple), ainsi que les remarques sur la situation de l'indignation du « monde civilisé » qui ont accompagné les massacres.

Pour ne pas être trop long, je ne donnerai que quelques brefs exemples en commençant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je ne parlerai pas des plus de 65 000 civils français qui ont été assassinés, plus de 100 000 blessés par les bombes made in USA de 1941 à 1945. Je ne parlerai pas non plus des beaux exploits « démocratiques » des États-Unis avant 1941, comme les près de 12 000 000 de morts du génocide des amérindiens de 1492 à 1900, dans lequel les Américains ont fait une contribution capitale.

Les chiffres que j'indique n'incluent pas non plus les morts des combattants, ni les dizaines de millions de civils blessés, mutilés et déplacés. Les chiffres n'indiquent que le nombre de cadavres, sans exposer le désastre total de la déstabilisation globale des zones visitées par les fiers défenseurs des « valeurs du monde civilisé ».

Corée et Chine / 1950-1953 :
Près de 3 000 000 de civils assassinés.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ?
Nulle part.

Guatemala / 1954-1996 :
Plus de 40 années de guerre civile orchestrée et maintenue par les Etats-Unis ont fait plus de 250 000 morts.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ?
Nulle part.

Indonésie / 1958-1966 :
Les bombardements américains en 1958 n'ont fait que quelques centaines de morts civils – « trois fois rien », quoi – mais le maintien soutenu de la guerre civile par les Etats-Unis de 1958 à 1966 a fait plus de 23 000 000 de morts.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Vietnam / 1955-1975 :
Plus de 430 000 civils assassinés.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Cambodge / 1969-1975 :
Près de 150 000 personnes assassinées, principalement par les bombardements massifs des Etats-Unis.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Iraq / 1990-1991 :
Dans les 100 000 civils assassinés, principalement des enfants.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Bosnie / 1994-1995 :
Près de 50 000 civils assassinés.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Serbie / 1999 :
Près de 3 000 civils assassinés. En 78 jours de bombardements aériens, 22 000 tonnes de bombes ont été larguées sur les Serbes. 1/3 des écoles du pays ont été détruites.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Iraq / 2003-2022 :
Dans les 130 000 civils assassinés, selon les estimations occidentales les plus « optimistes ». Le chiffre réel de l'intégralité des agressions des Etats-Unis contre ce pays est supérieur à 1 000 000 de victimes civiles, dont environ 500 000 uniquement de morts d'enfants.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Afghanistan / 2014-2022 :
Plus de 50 000 civils assassinés, selon les estimations les plus timides.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.



Syrie / 2014-2021 :
Plus de 1 000 civils assassinés directement par les bombes des Américains et de leurs vassaux.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Ukraine / 06.04.2014-23.03.2022 :
Plus de 3 500 civils assassinés à l'est de l'Ukraine, dans le Donbass.
Où était l'indignation du « monde civilisé » ? Nulle part.

Le dénominateur officiel du massacre dans le Donbass : « ATO » - Opération Anti-terroriste. Les 15 % des Ukrainiens habitant dans la région du Donbass, dès 2014, ont été classés par le pouvoir de Kiev comme terroristes.

Ces « terroristes », dont plus de 150 enfants, sont assassinés majoritairement non pas par les troupes « conventionnelles » constituées d'hommes « normaux », mais par des troupes ultranationalistes et réellement néo-nazies (régiment « Azov », milice « Secteur Droit », bataillon Donbass, etc.) dont l'existence est due à une tolérance à toute épreuve de la part des pouvoirs ukrainiens successifs, dès février 2014.

Pourquoi une telle tolérance ? C'est simple : ce sont bien les membres de ces structures constituées des rebus de la société ukrainienne qui ont été le fer de lance dans le processus du renversement du gouvernement ukrainien « pro-russe » en 2014. Ces marginaux d'hier sont le nouveau « état profond » de l'Ukraine d'aujourd'hui.

Il était beaucoup trop dangereux pour le pauvre Zelensky (qui a été, d'ailleurs, élu sur son programme de régularisation de la

situation dans le Donbass et d'instauration de la paix) de s'attaquer à ces exécutants de la création, par les Etats-Unis avec le soutien « logistique » de leur vassal, l'UE, du nouvel état ukrainien d'aujourd'hui.

Élément important : ce sont bien les Etats-Unis et leur vassal, l'UE, qui ont insisté (sous la table, cela va de soi) pour que cette bande paramilitaire « bataillon Azov » intègre l'armée ukrainienne en tant que régiment régulier.

N'oublions pas : nous parlons principalement de l'époque avant Trump, quand la quasi-totalité non seulement des populations de l'UE, mais également des gouvernements de cette dernière ont vécu dans la folle certitude que les Etats-Unis ne pensent pas et n'ont jamais pensé qu'à leurs propres intérêts et étaient sûrs que les slogans américains coïncidaient parfaitement avec la réalité.

Ukraine / 24.03.2022 :
Où est l'indignation du « monde civilisé » ?
Elle est là ! Enfin.
Et ce, même avant l'apparition des victimes parmi les civils.

Cela change complètement tout pour le « monde civilisé » dès le moment qu'il y a un conflit qui ne fait pas partie des massacres de masse perpétrés directement par les Etats-Unis.

Ce qui se passe actuellement en Ukraine est, tout simplement, le « Jackpot du siècle » pour le pouvoir outre-Atlantique. Si les soi-disant négociations de paix entre 2014 et 2022 n'ont strictement rien donné, ce n'est en aucun cas à l'initiative des marionnettes de Kiev, directement dirigées par le gouvernement de Washington. Une véritable négociation de paix dès demain serait une vraie catastrophe géopolitique et financière pour le gouvernement américain. Ce dernier fera donc tout pour que ce conflit dure le plus longtemps possible*.

Pour exposer en détails les très nombreux éléments de ce « Jackpot du siècle », c'est un gros chapitre à part.

Pour être bref, j'ai parlé seulement des 12 principaux crimes contre l'humanité perpétrés par les gouvernements américains successifs. Je n'ai pas parlé de tant d'autres opérations « officielles » de « bienfaisance » avec des bombardements directs de civils par les Etats-Unis de par le monde, comme à Cuba en 1959-1961, au Congo en 1964, au Laos en 1964-1973, à Grenade en 1983, au Liban en 1983, au Salvador en 1980-1990, au Nicaragua en 1980-1990, en Iran en 1987, au Panama en 1989, au Koweït en 1991; en Somalie en 1993, en 2007-2008, en 2011-2022 ; au Soudan en 1998; au Yémen en 2002, en 2009, en 2011-2022; au Pakistan en 2007-2015; en Libye en 2011, en 2015-2019. Et je n'ai parlé non plus de tant d'opérations « confidentielles » menées en masse par le monde dans le même noble objectif de protection des « American interests ».

Depuis 250 ans d'existence des US, c'est seulement durant environ 20 ans que ce pays n'a pas mené de guerre en dehors de ses frontières. Le reste du temps – 230 ans de massacres de masse extra-muros. Dès 2014, ce fut le tour de l'Ukraine.

La France, parmi tant d'autres, pays vassal des Etats-Unis depuis plus de 50 ans, hormis quelques petites « rébellions » qui ne sont que des petits accidents de parcours en tant qu'assujetti, est toujours d'un soutien indéfectible vis-à-vis des actions de « démocratisation » entreprises par son maître. La quasi-intégralité des actions « démocratiques » mentionnées a été vue, à un moment donné, d'un très bon œil par les différents pouvoirs consécutifs de l'Élysée.

L'indignation du « monde civilisé » ne vaut RIEN.

Si nous avons une vision globale du monde des 70 dernières années et non pas l'aveuglement hystérique des derniers jours – l'indignation d'aujourd'hui apparaît presque malsaine et perverse, car totalement coupée du contexte de la réalité de ce qui se passe chaque jour dans le monde depuis tant de décennies.

Est-il possible que la vieille Europe de l'Ouest se libère un jour de la domination américaine ? Ceci est totalement impossible. Les pays vassaux fervents que les Etats-Unis ont fait entrer au sein de l'UE avec le droit de veto sur les décisions de la « vraie » Europe : Pologne, Roumanie, Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie – sont les exécutants du pouvoir américain incontestable et irréversible au sein de l'Europe. Aucune « décision » de ces pays n'ira jamais à l'encontre de la volonté du maître.

Mais, je ne suis nullement naïf : vu le niveau de l'endoctrinement généralisé et le degré de propagande locale imperméable – je suis parfaitement conscient que la majorité des lecteurs occidentaux de cette missive ont un avis préformaté bien différent sur le sujet. Cela ne me dérange nullement.

Les populations des pays occidentaux de l'OTAN ont de très graves difficultés, depuis toujours, à comprendre que les beaux principes et valeurs appliqués intra-muros n'ont strictement rien à voir, même de très loin, avec ceux proliférés par les bras armés du « monde civilisé » en dehors de leurs territoires.

Ce que les occidentaux voient depuis un mois et sur quoi ils sont été totalement aveugles durant les 8 années consécutives qui ont précédé ce dernier mois – ce n'est nullement une nouvelle guerre qui vient de commencer. Ce n'est que l'élargissement de la zone des combats, qui passe dorénavant de 3 % du territoire de l'Ukraine (peuplé de 15 % d'habitants du pays) à 15 % du territoire, à ce jour.

La différence entre vous et les Russes : les Russes voient le bombardement des villes, la destruction des infrastructures civiles, les cadavres d'enfants, les crimes de guerre et les réfugiés en masse depuis 95 mois et vous – depuis 30 jours.

P.S. : aujourd'hui, c'est le tour de l'Iran. Demain, c'est le tour de qui ?

* cet article date du 23 mars 2022, soit, je l'ai affirmé avant même le début des premières négociations de paix qui ont eu lieu entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul du 28 au 30 mars 2022.

N.B. : sur la photo, la petite-fille âgée de 14 mois de l'ayatollah Khamenei, tuée par les Etats-Unis avec sa famille.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)

Deux sessions politiques : La Chine mise sur l'innovation technologique et l'ouverture



Le ton a été donné dans la matinée du 5 mars 2026 avec la soumission du projet de programme du 15e plan quinquennal (2026-2030) de développement économique et social à l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre des deux sessions politiques. Le pays propose 109 projets répartis en six catégories qui comprennent, entre autres, le développement des forces productives de nouvelle qualité et l'amélioration du bien-être social. Selon le rapport d'activité du gouvernement délivré par le Premier ministre Li Qiang, pour ce qui est de l'année 2026, la Chine vise un taux de croissance économique compris entre 4,5 % et 5 % avec des objectifs précis concernant un taux de chômage urbain de 5,5 % , la création de plus de 12 millions de nouveaux emplois, une hausse de l'indice des prix à la consommation d'environ 2 %, une croissance des revenus des habitants et une production céréalière d'environ 700 millions de tonnes...

Comme priorités de développement, la Chine ambitionne, selon le rapport d'activités du gouvernement, de miser sur l'innovation technologique en promouvant l'innovation primaire, les technologies de base en vue d'une autonomie dans le secteur scientifique et technologique. En matière d'innovation technologique, la Chine s'impose au fil des ans avec la mise en valeur des forces productives de nouvelle qualité. Grâce à un soutien structuré à ce secteur, le pays a réalisé des prouesses dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), de la fabrication des robots humanoïdes, de l'e-commerce ou encore dans le développement de nouveaux moyens de transport. De nos jours, l'IA a innervé tous les domaines d'activités par ses prouesses extraordinaires. Dans le secteur agricole, l'on passe progressivement de la mécanisation à

l'automatisation. L'agriculture intelligente connait un développement sans précédent en Chine ces dernières années grâce aux forces productives de nouvelle qualité.

C'est dans cette dynamique que le pays entend consolider cette avance en matière d'innovation technologique. À ce titre, il est prévu la réalisation de progrès significatifs dans les chaînes de circuits intégrés, de machines-outils, d'instruments haut de gamme, de logiciels, de matériaux avancés et de biofabrication. Le pays envisage, dans une dynamique d'ouverture, la construction de centres internationaux dédiés à l'innovation scientifique et technologique. En clair, la Chine veut se positionner comme un leader mondial en matière d'innovation technologique. Dans les secteurs de l'IA, de la technologie quantique, de la biotechnologie et de l'énergie nouvelle, le pays prévoit des dispositions stratégiques pour consolider ses avances.

L'ouverture sur l'extérieur demeure une dimension essentielle dans la modernisation de la Chine. Le pays va poursuivre son élan en créant les conditions d'une ouverture plus accrue qui profite à toutes les parties. Dans cette dynamique, au cours de l'année 2026, des initiatives seront mises en œuvre pour ouvrir davantage l'accès au marché chinois avec des expériences pilotes étendues aux domaines des télécommunications à valeur ajoutée, de la biotechnologie et des hôpitaux à capitaux étrangers. Dans le secteur du numérique, la Chine entend élargir de manière progressive son ouverture. La réduction de la liste négative du commerce transfrontalier des services est également prévue.

Pour une ouverture plus accrue, la Chine projette d'approfondir la réforme du cadre institutionnel dans la perspective d'attirer les investissements étrangers durant la période 2026-2030. Le gouvernement souhaite également orienter les investissements vers des domaines comme la fabrication de pointe, les services modernes, les technologies nouvelles et de pointe, la conservation de l'énergie et la protection de l'environnement.

Le rapport d'activité du gouvernement s'inscrit en droite ligne des ambitions du 15e plan quinquennal. Bien que centré sur les priorités de développement de la Chine, ce plan quinquennal offre par ailleurs des opportunités au reste du monde. Pour faire profiter de ses atouts divers, la Chine promeut activement l'ouverture sur l'extérieur à travers des actions concrètes. À titre illustratif, la politique de droit de douane zéro accordée par la Chine aux 53 pays africains avec lesquels elle a des relations diplomatiques donne un accès libre et large au grand marché chinois. Les pays africains ont une occasion en or pour bien exploiter les avantages de cette politique.

À travers ce 15e plan quinquennal, la Chine se présente comme un acteur clé de la croissance mondiale et prône par ce biais le développement pacifique à l'échelle de la planète. Pendant que d'autres puissances se lancent dans des aventures guerrières, la Chine propose l'alternative d'un monde où il est question de coconstruction d'un avenir commun qui rime avec coopération et dialogue inclusif. C'est à travers le développement que l'humanité tout entière sera à l'abri de la pauvreté et des conflits meurtriers.

Source: cgtn.com



Ligue 1 (14e journée) : L'AS Real confirme son leadership, le Djoliba AC frappe fort



Le championnat national de Ligue 1 professionnelle a repris ses droits le week-end dernier avec la 14ème journée de la compétition. L'une des rencontres les plus attendues opposait le Stade Malien de Bamako, en grande forme lors des compétitions africaines, à l'AS Real, leader du championnat. Malgré sa bonne dynamique en Afrique, le Stade Malien a subi sa troisième défaite en championnat en s'inclinant face à l'équipe de l'AS Real.

Pendant ce temps, le Djoliba AC, qui a connu des difficultés en compétition africaine, a brillé sur la scène nationale en écrasant l'AFE sur un score de 4-0. Cette victoire permet au Djoliba AC de se rapprocher du sommet du classement, n'étant plus qu'à un point du leader AS Real, avec deux matchs en retard à disputer.

L'intégralité des matchs de la 14ème journée s'est déroulée du 28 février au 2 mars 2026. Outre la défaite du Stade Malien face à l'AS Real, d'autres rencontres ont marqué cette journée, notamment la large victoire du Djoliba AC sur l'AFE, le succès du FC Diarra face à Onze Créateurs, la victoire étriquée du Bakarydjan contre le FC Malikoura et le match nul entre l'USFAS et Derby Academy.

Au classement provisoire, l'AS Real occupe la première place avec 27 points et un match en retard, suivi de près par le Djoliba AC avec 26 points et deux matchs en retard. Le FC Diarra complète le podium avec 25 points et un match en retard. En bas du classement, l'US Bougouni et le FC Malikoura se retrouvent en difficulté, occupant respectivement la 13ème et la 14ème place.

La compétition s'annonce donc passionnante pour la suite, avec une lutte acharnée pour la première place entre l'AS Real et le Djoliba AC, ainsi qu'un suspense palpable pour le maintien en Ligue 1 professionnelle. Rendez-vous aux prochaines journées pour suivre l'évolution de ce passionnant championnat national.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous avez beaucoup de travail mais vous pourriez quand même rendre visite à un de vos amis ou prendre des nouvelles de personnes âgées de votre famille. Il n'y a pas que le travail dans la vie, soignez vos relations !

Si c'est pour vous le moment de changer votre fusil d'épaule, vous pouvez vous fier à votre flair pour prendre des contacts favorables et construire solidement de nouveaux objectifs pour l'avenir.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous voyez plus clair en vous-même. Votre émotivité se stabilise et vous permet de mieux comprendre vos désirs, votre situation actuelle. Allez donc au bout de vos remises en questions en toute sincérité et ce sera une belle journée ! Aujourd'hui, vous avez l'art de faire passer vos messages tout en diplomatie. Vous gagnez la compréhension de votre entourage. Vous avez l'énergie et le plaisir de calmer les conflits relationnels et les tensions autour de vous.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devez absolument vous passer de ceux qui sont devenus un obstacle pour votre évolution. Vous devez chercher à évoluer. Vous ne devez pas abandonner l'idée de progresser dans vos objectifs et vous construire une vie épanouissante. La chance est là, profitez de cette journée où tout se mettra en place. Il est important que vous dominiez votre caractère et votre impulsivité car, si vous ne prêtez pas attention aux gens que vous aimez, vous aurez des problèmes avec eux.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous allez esquiver des difficultés et montrer plus fermement vos vraies limites, tout naturellement. Votre énergie remonte positivement, évitez malgré tout de surchauffer votre mental par des débats houleux.

Cette journée est idéale pour terminer des affaires légales, des dossiers qui datent, des contentieux. Des alliances amicales deviennent possibles. Creusez vos dialogues, c'est de cette façon que vous apercevrez cette possibilité.

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre confiance en vous est en progression. Des vérités se révèlent avec une personne de votre entourage. Une lassitude physique se fait sentir, vous auriez besoin de repos et de changement d'air, en attendant, il faudrait chercher la détente.

Vous regrettez de ne pas avoir les mains suffisamment libres mais ce n'est que provisoire. En attendant la réalisation, vous pouvez peaufiner vos projets en y intégrant de nouvelles idées ou des méthodes inédites.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Connaissant vos limites, vous avez un avantage certain. Servez-vous en ! Soyez raisonnable surtout au niveau alimentaire. Ne prenez aucune décision irrévocable aujourd'hui, vous avez besoin de voir plus clair tout d'abord. Grâce aux bons influx du moment, vous allez privilégier la qualité de vos rapports à la quantité. Ainsi, vous allez à l'essentiel en dialoguant avec les bonnes personnes. La journée est également idéale pour prévoir une petite soirée avec vos proches.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Votre charisme vous permettra de remporter un grand succès relationnel ou lié aux médias. Vous rayonnez aujourd'hui. Relancer votre énergie ? Cela est possible si vous freinez vos impulsions nerveuses. Détendez-vous !

Vous vous posez mille questions, ce qui vous freine dans toutes vos entreprises. Il vient un moment où il faut prendre des initiatives, ce moment c'est maintenant. Mais n'hésitez pas à vous faire accompagner !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous gagnerez des points auprès de votre auditoire, aujourd'hui, si vous saisissez la balle au bond ; ce que vous ferez au mieux en suivant les pistes qui se présentent spontanément et sans a priori.

Vous faites tout ce qu'il faut pour soigner votre image avec votre entourage. On vous regarde, on vous admire ; vous êtes poussé à faire des efforts et à donner le meilleur de vous-même en cette journée.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

C'est une journée idéale pour vous échapper de la vie quotidienne avec qui vous le souhaitez et pour profiter de sa compagnie. C'est le moment de dire ce que vous pensez aux personnes que vous aimez. Soyez sincère, toute supercherie sera découverte.

Il faut faire un effort de collaboration et de cohésion Faire contre mauvaise fortune bon cœur et rester axé sur les urgences de la journée, tout va trop vite à votre goût, laissez-vous assister.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Une personne plus âgée vous aidera à changer votre vision des choses dans le bon sens. Vous aurez une énergie qui semble inépuisable, attention vous avez les yeux plus gros que le ventre, prenez le temps de vous aérer.

Vous n'êtes pas prêt à entamer un travail délicat, levez le pied. Les affaires juridiques ou des questions de règlement seront votre impératif absolu. Les injustices vous révoltent plus profondément que d'habitude.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre sociabilité vous attire les faveurs de nouvelles personnes aujourd'hui, l'atmosphère tranquille dans laquelle vous évoluez viendra cimenter vos relations, laissez parler vos valeurs en toute liberté.

Vous avez envie de sortir, de bouger, de parler, d'échanger mais il vous semble ne rencontrer que peu de succès personnel, tout le monde court à ses petites affaires et vous vous sentez un peu exclu d'une agitation qui, pourtant, vous plaisait.

Poisson (19 février - 21 mars)

Les amis auront vos meilleures faveurs. Vous êtes plus chaleureux, vous êtes bien entouré. Votre énergie est en dents de scie, vous feriez bien de réviser votre régime alimentaire et de supprimer certains excès !

Aujourd'hui, vous allez-vous sentir en paix et plus libre pour agir. Le moment est venu d'aller de l'avant, d'exprimer ce qui vous tient à cœur, de faire part de vos idées et de vous démarquer par votre créativité.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé · +223 70 44 22 23 · ampikile@gmail.com · www.malikile.com